



CSAO / OCDE

CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



CILSS

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



Bilan de la mise en œuvre des recommandations
sur la sécurité alimentaire de 2000 à 2005

et

Compte rendu de la réunion du RPCA

Paris (OCDE), 20-21 avril 2006



SOMMAIRE

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	1
I. CONTEXTE	3
II. BILAN DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2005-2006 ET LA SITUATION ALIMENTAIRE DANS LE SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST	4
III. LES ZONES À RISQUE ET LES ACTIONS D'ATTÉNUATION EN COURS OU PROGRAMMES .	5
IV. IMPACT DE LA GRIPPE AVIAIRE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	7
V. LES ZONES FRAGILES SAHÉLIENNES ET LES CAUSES STRUCTURELLES D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE	8
VI. BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (2000 – 2005) AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST.....	9
6.1 RECOMMANDATIONS À CARACTÈRE TECHNIQUE.....	9
6.1.1 <i>mettre en œuvre le cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité</i>	<i>10</i>
6.1.2 <i>Prendre en compte les marchés et évaluation des flux</i>	<i>13</i>
6.1.3 <i>Evaluer la charte de l'aide alimentaire et valoriser la charte de qualité des données statistiques.</i>	<i>14</i>
6.1.4 <i>Renforcer les capacités des services nationaux d'enquête et d'alerte précoce</i>	<i>15</i>
6.2 MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES	16
<i>Financer les enquêtes agricoles nationales</i>	<i>16</i>
6.3 POLITIQUES NATIONALE ET RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT POUR UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DURABLE	17
6.3.1. <i>Définir les priorités d'investissement pour renforcer les capacités de réponses des populations face aux crises alimentaires.</i>	<i>18</i>
6.3.2 <i>Mettre sur pieds des politiques de régulation, de commercialisation et de gestion des stocks.</i>	<i>18</i>
6.4 MOBILISATION POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE	19
6.4.1 <i>Convoquer un conseil des ministres extraordinaire en cas de crise grave.....</i>	<i>19</i>
6.4.2 <i>Organiser une mission de sensibilisation sur l'application des textes réglementaires de l'UEMOA et de la CEDEAO.....</i>	<i>20</i>
6.4.3 <i>Organiser des missions politiques de sensibilisation auprès des Etats pour qu'ils fournissent les informations en temps opportun</i>	<i>21</i>
6.4.4 <i>Assurer la veille des décisions des Etats pouvant avoir des impacts sur les marchés</i>	<i>21</i>
6.5 RECOMMANDATIONS RELATIVES À L'INFORMATION ET À LA COMMUNICATION	21
6.5.1 <i>Créer un site Web dédié au réseau de prévention des crises alimentaires.....</i>	<i>21</i>
6.5.2 <i>Organiser rapidement des conférences de presse en cas de crise.....</i>	<i>22</i>
6.5.3 <i>Mettre à contribution la presse internationale pour une meilleure information et gestion des crises alimentaires.....</i>	<i>22</i>
6.5.4 <i>Vulgariser les documents de politiques stratégiques du CILSS, UEMOA et CEDEAO</i>	<i>22</i>
6.5.5 <i>Envoyer aux ministres concernés le compte rendu des réunions techniques sur la situation alimentaire</i>	<i>23</i>
6.5.6 <i>Organiser une réunion spéciale du réseau de prévention des crises alimentaires en période de crise.....</i>	<i>23</i>
6.5.7 <i>Relancer le système de veille sur les acridiens</i>	<i>23</i>
VII. LIEU ET SUJETS À INSCRIRE À L'ORDRE DU JOUR DE LA PROCHAINE RÉUNION DU RÉSEAU, DÉCEMBRE 2006	24
VIII. CONCLUSION.....	24

ANNEXE 1. TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RECOMMANDATIONS DE 2000 À 2005	26
ANNEXE 2 : ORDRE DU JOUR	55
ANNEXE 3 : DISCOURS D'OUVERTURE DE M. NORMAND LAUZON, DIRECTEUR DU CSAO	58
ANNEXE 4 : DISCOURS D'OUVERTURE DE M. CAROL VOYER, PRÉSIDENT DU CPC.....	60
ANNEXE 5: DISCOURS D'OUVERTURE DE M. MUSA MBENGA, SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DU CILSS	62
ANNEXE 6 : LISTE DES PARTICIPANTS	65

Abréviations et acronymes

ACDI	Agence Canadienne de Développement International
AGIR	Atlas Général d'Intégration Régionale
BCV	Banques Céréalières Villageoises
CEDEAO	Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CPC	Comité des Partenaires du CILSS
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
DIAPER	Diagnostic Permanent
EMOP	Emergency Operation
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FEWS NET	Famine Early warning System
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
IFDC	International Fertiliser Development Centre
INSAH	Institut du Sahel (CILSS)
MIFRAC	Mission Française de Coopération
MISTOWA	Market Information System and Traders' Organisation in West Africa
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OIG	Organisation Inter Gouvernementale
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OOAS	Organisation Ouest Africaine de la Santé
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RESIMAO	Réseau des Systèmes d'Information des Marchés en Afrique de l'Ouest
ROESAO	Réseau des opérateurs économiques du secteur agro-alimentaire de l'Afrique de l'Ouest
RPCA	Réseau de Prévention des Crises Alimentaires
SMIAR	Système Mondial d'Information et d'Alerte Rapide
SNS	Stock National de Sécurité
UE	Union Européenne
UEMOA	Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest
UNICEF	United Nations Children's Fund
UN-OCHA	UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
USAID	United State Agency for International Development

I. Contexte

Lors de la dernière réunion annuelle du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) organisée par le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) à Paris les 12 et 13 décembre 2005, les participants ont demandé aux Secrétariats du CILSS et du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) d'organiser une rencontre sur le bilan de la situation alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest et de la mise en œuvre des recommandations sur la sécurité alimentaire de 2000 à 2005. Il a été également suggéré de mettre en place des outils et un mécanisme de suivi concernant la mise en œuvre des recommandations des cinq dernières années sur la sécurité alimentaire dans la région.

Cette rencontre s'est tenue les 20 et 21 avril 2006 à Paris, au siège de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE).

Cette rencontre visait quatre objectifs principaux à savoir :

- Faire le bilan de la campagne agricole 2005/2006 et de la situation alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest et faire des propositions d'actions en faveur des zones à risque et des populations vulnérables.
- Echanger sur l'impact de la grippe aviaire à court et moyen terme sur la sécurité alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest.
- Identifier les priorités et les outils de suivi de la mise en œuvre des recommandations faites lors de différentes réunions sur la sécurité alimentaire depuis 2000 et plus particulièrement celles issues de la réunion annuelle du Réseau de décembre 2005.
- Recueillir des propositions de sujets à inscrire à l'ordre du jour pour la prochaine Réunion du RPCA qui a lieu au mois de décembre de chaque année.

Dans son discours d'introduction, M. Normand Lauzon, directeur du secrétariat du CSAO a rappelé l'importance de cette rencontre pour la prise de décisions concrètes sur la mise en place d'un mécanisme de suivi des recommandations afin d'assurer leur mise en œuvre. C'est dans cette perspective qu'un des objectifs de la réunion du RPCA porte sur l'état des lieux de la mise en œuvre de toutes les recommandations relatives à la sécurité alimentaire émises depuis 2000, soit 112 recommandations. Il convient donc de les regrouper par thème, d'identifier celles qui sont toujours pertinentes, de prendre acte de celles qui ont déjà été réalisées et d'examiner comment mettre en œuvre celles dont la réalisation n'est pas encore achevée.

Après le mot de bienvenu par le Directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, les allocutions d'ouverture ont été prononcées par M. Carol Voyer, ACDI, président du Comité des partenaires du CILSS (CPC) et par M. Musa Mbenga, Secrétaire exécutif du CILSS. Ces allocutions sont disponibles en annexe. Le président du CPC a mis en avant les quatre éléments suivants concernant le RPCA : (i) un réseau qui fonctionne toute l'année, (ii) un réseau en appui duquel les partenaires financiers s'engagent à long terme ; (iii) un réseau qui soit « écouté » ; et (iv) la mise à jour et la relecture de la charte de l'aide alimentaire tout en maintenant l'essentiel de son contenu. Le Secrétaire Exécutif du CILSS a souligné l'importance du rapprochement entre acteurs ouest-africains, décideurs et partenaires au développement.

Près de Cinquante personnes ont participé à cette rencontre. Celle-ci regroupait les organisations régionales ouest-africaine, les partenaires au développement,

les ONG, les organisations de producteurs et les décideurs politiques dont S.E.M. Mohamed Ben OMAR, Ministre chargé des Relations avec les Institutions et Porteparole du Gouvernement du Niger.

En plus, d'une synthèse des points importants issus des débats lors de réunion restreinte du RPCA, le présent document propose également un bilan analytique sommaire de la mise en œuvre des recommandations sur la sécurité alimentaire depuis 2000. Cette analyse a nécessité beaucoup d'information de la part du CILSS et d'autres partenaires au développement.

Cette synthèse est présentée sous cinq thèmes principaux suivants :

- ✓ Le bilan de la campagne agricole 2005-2006 et la situation alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest ;
- ✓ Les zones à risques et actions d'atténuations prévues pour l'année 2006 ;
- ✓ L'impact de la grippe aviaire sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest ;
- ✓ Le bilan de la mise en œuvre des recommandations sur la sécurité alimentaire ;
- ✓ Les propositions de sujets à inscrire à l'ordre du jour de la prochaine réunion du RPCA.

II. Bilan de la campagne agricole 2005-2006 et la situation alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest

Le bilan de la campagne agricole 2005-2006 réalisé par le CILSS indique que sur les neuf (9) pays membres du CILSS, seuls trois ont publié leurs données définitives concernant la production. Il s'agit du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal. En attendant la publication des résultats définitifs des six autres pays (Cap Vert, Guinée Bissau, Gambie, Mauritanie, Niger, Tchad) les prévisions effectuées en novembre 2005 ont servi de base d'analyse.

Les participants à la réunion du RPCA ont vivement recommandé que les pays fournissent les données définitives de la campagne agricole, en temps opportun pour permettre une analyse fiable de la situation alimentaire. C'est sur la base des informations fournies que sont définies les actions nécessaires dans les zones à risques et pour les populations vulnérables. Les statistiques et les données de production sont des outils importants pour la prise de décision. Ces données permettront au dispositif régional de veille d'élaborer un discours plus lisible pour les média.

La production céréalière brute révisée pour les pays membre du CILSS est estimée à 14.868.300 tonnes, soit une augmentation de 31 % par rapport à celle de l'exercice 2004-2005 et de 24 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cette production est supérieure à celle de la campagne précédente pour tous les pays à l'exception du Cap Vert (- 64 %). Les disponibilités céréalières brutes régionales (12.617.900 tonnes) couvrent 94 % des besoins de consommation céréalière évalués environ à 13.401.000 tonnes.

Au Sahel, trois (3) pays, le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal prévoient une situation alimentaire satisfaisante à l'issue de la campagne agricole 2005-2006. Toutefois au Mali, les populations de certaines communes pourraient connaître des difficultés économiques. Au Burkina Faso, quelques localités affectées par le passage d'oiseaux granivores doivent être suivies de façon attentive. Les cinq autres pays présentent de nombreuses zones à risque d'insécurité alimentaire. En plus des stratégies de survie développées par les populations affectées, des actions d'atténuation des crises alimentaires sont en cours ou programmées par les gouvernements et les partenaires au développement.

Sur le plan nutritionnel, les niveaux atteints au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie et au Niger sont alarmants. Par exemple, l'enquête nutritionnelle menée par le PAM et l'UNICEF au Niger en 2005 révèle que 30 % de la population de moins de 5 ans sont malnutris, 15 % se trouvent dans une situation de malnutrition aiguë.

Concernant la situation **dans les pays côtiers** :

- Le Bénin est autosuffisant en maïs, manioc et arachides, mais déficitaire en sorgho et en riz ;
- La Côte d'Ivoire a enregistré des déficits en riz, mil/sorgho, maïs, banane plantain et en produits animaux. Ces déficits pourront être comblés par des importations. Le pays est excédentaire en manioc et igname ;
- En Guinée, les productions agricole, halieutique et animale sont en hausse par rapport à celles de l'année dernière. Par ailleurs, l'importation du riz a baissé de 15,3% par rapport à l'année dernière. Cependant, des zones à risque alimentaire ont été identifiées dans trois régions (Kankan, N'Zérékoré, Faranah) ;
- Au Nigeria, la production agricole est en augmentation par rapport à la campagne précédente. Par ailleurs, il a été enregistré l'apparition de la grippe aviaire dans les Etats de Kano, Plateau, Katsina et Kaduna, voisins du Sahel et dans certains Etats du Sud ;
- Le Togo est déficitaire en riz (- 28 732 tonnes), en maïs (- 21 300 tonnes) et excédentaire en tubercule.

L'évolution des prix des céréales sur les marchés en avril 2006 reste caractérisée par une hausse saisonnière habituelle au cours de cette période qui suit la baisse des prix au cours de la période de récoltes entre octobre et décembre 2005. En avril 2006, le prix moyen du mil varie entre 110 FCFA/kg et 225 FCFA/kg. Ces niveaux sont similaires aux moyennes des cinq dernières années. Toutefois, par rapport aux niveaux exceptionnels de 2005, les prix en 2006 restent inférieurs et offrent de meilleures conditions d'accès aux céréales pour la majorité des populations.

Concernant les outils d'analyse, le tableau dressé par le CILSS montre que le bilan céréalier n'est pas adapté à l'analyse de la situation alimentaire. L'élevage et la pêche doivent être pris en compte dans l'analyse de la disponibilité et de l'accessibilité alimentaire. Les participants à la réunion du RPCA ont également échangé sur la nécessité d'intégrer les revenus et les données socio-économiques dans les analyses de la situation alimentaire.

III. Les zones à risque et les actions d'atténuation en cours ou programmes

L'augmentation de la production céréalière cette année donne apparemment une situation satisfaisante mais cache une situation d'insécurité alimentaire dans certaines zones. La plupart de celles-ci sont chroniquement déficitaires ou caractérisées par des niveaux de malnutrition élevés.

ZONES À RISQUE IDENTIFIÉES DANS LES PAYS DU CILSS

PAYS	ZONES A RISQUE	POPULATION VULNERABLE	ACTIONS PROGRAMMEES
Burkina Faso	Déou, Soum, Loroum, Seno, Yagha, Oudalan, Tin Akoff	<i>ni</i>	Reconstitution des Stocks de sécurité alimentaire (en cours)
Cap Vert	Brava, Fogo, Santo Antao, Santiago, Sao Nicolau	97 230 pers.	Mise en place d'un programme national d'urgence de 450 000 000 escudos (Eau, agriculture, élevage, etc)
Guinée Bissau	Catio (région de Tombali)	<i>ni</i>	
Mali	Cercles de Bandiagara, Youwarou, Goundam, Niafunké	135 778 personnes en difficulté économique	Reconstitution des Stocks de sécurité alimentaire (en cours) Ventes programmées (OPAM) Supplémentations nutritionnelles (PAM/Mali) Sensibilisation des producteurs pour la gestion des stocks
Mauritanie	<i>ni</i>	<i>ni</i>	
Niger	Bilma, Filingué, Ouallam, Tera, Tahoua, Say, Loga, Nguigmi, Maina Soroa, Niamey I, II, III	1 001 797 personnes	Programme de soutien à la sécurité alimentaire de 50 milliards FCFA pour des activités de nutrition, achats de vivres, ouverture de BCV, HIMO)
Sénégal	<i>ni</i>	<i>ni</i>	
Tchad	<i>ni</i>	<i>ni</i>	

Ni : non identifiée,

Source : Données fournies par les pays membre du CILSS, mars 2006 ;

Pour le cas spécifique du Niger, l'état de la situation alimentaire et sanitaire a fait l'objet d'une communication. Il ressort de cette présentation une amélioration notable dans l'ensemble du pays qui se caractérise notamment par :

- Un bon approvisionnement des marchés en céréales locales et importées ;
- Des prix plus faibles qu'en 2005 pour les céréales locales pendant le premier trimestre de l'année 2006.

Mais cette situation reste encore très fragile pour deux raisons :

- ✓ La taille de la population se trouvant en situation de crise où de pénurie alimentaire est supérieure à un million. La population se trouve répartie entre les régions de Dosso, Tillabéry et Tahoua.
- ✓ Ensuite les niveaux de prix sont bien plus faibles qu'en 2005 mais ils ont tendance à augmenter depuis le début du mois d'avril. Au fur et à mesure qu'on avance vers la période de soudure, on s'attend à une dégradation de la situation alimentaire en particulier dans les zones d'insécurité alimentaire du fait de la diminution des revenus des populations concernées.

Les dernières estimations du SAP font état de 1046 villages en situation "très vulnérables". Ces villages sont situés en zone agricole et agro-pastorale et recensent une population de 1.001.797 personnes. Les régions de Dosso, Tillabéry et Tahoua abritent le plus grand nombre de ces villages. Dans ces mêmes zones 701 villages dont la population est estimée à 963.753 personnes sont classés dans la catégorie "zones moyennement vulnérables". Les zones les plus touchées sont situées dans le nord Ouallam et le nord Filingué (région Tillabéry), le nord Boboye, l'Est, le nord Douthi et le Département de Loga (région de Dosso), la zone de Keïta et Illéla (région de Tahoua) et les alentours d'Arlit (région d'Agadez).

Les contributions des partenaires au développement (dont USAID, le PAM, l'UE, la France, l'Italie, ...) en faveur des actions de renforcement de la sécurité alimentaire (vente à prix modéré, création de BCV, Appui au SNS, EMOP) ont été annoncées.

Plusieurs questions concernant les volumes importants d'aide alimentaire programmés particulièrement au Niger et au Mali ont été soulevées. Les participants se sont interrogés sur l'adéquation entre les aides programmés et la situation alimentaire telle qu'elle a été présentée. En effet, on pourrait penser qu'il y a contradiction entre une situation alimentaire jugée relativement satisfaisante et des besoins d'aide accrus notamment au Niger et au Mali. Les participants à la réunion ont insisté sur le fait que l'aide alimentaire est une réponse partielle aux crises alimentaires et que des réponses de long terme mériteraient une attention particulière.

D'autres échanges ont porté sur la mise en œuvre du cadre harmonisé d'identification et d'analyse des zones à risque et populations vulnérables. L'historique, les objectifs et les résultats attendus ont été présentés aux membres du RPCA. Cette activité a déjà reçu un financement important de la part de l'USAID, de la France et de l'Union Européenne.

Le ROPPA a informé aux participants à la réunion de l'organisation prochaine d'un « Forum sur la souveraineté alimentaire » à Niamey au Niger cette année¹.

IV. Impact de la grippe aviaire sur la sécurité alimentaire

Le rôle et l'importance de la volaille dans l'économie familiale et l'impact de la peste aviaire sur la sécurité alimentaire en Afrique ont fait l'objet d'une communication par le CILSS.

Depuis que la grippe aviaire a été signalée en Afrique, plus précisément au Nigeria, au Niger, en Ethiopie, en Egypte, au Cameroun et au Burkina Faso, le doute s'est installé chez les consommateurs quant aux risques liés à la consommation de la volaille. Cette situation a considérablement fait baisser la production et la consommation des poulets et des œufs. La conséquence a été la baisse des revenus des fermiers avicoles et autres activités liées à ce secteur.

La diffusion d'informations à grande échelle parfois contradictoires sur la grippe aviaire a créé une psychose et une méfiance chez les consommateurs qui ont changé de comportement et d'habitude alimentaire en délaissant la viande de poulet au profit d'autres sources de protéines (viande de bœufs et petits ruminants, poisson, etc.). La conséquence a été la baisse de la vente des poulets tant sur les marchés urbains et péri-urbains que ceux ruraux. Le prix d'un poulet qui variait entre 1 000 FCFA et 2 000 FCFA est descendu à 800 FCFA, voire moins (jusqu'à 500 FCFA).

L'épidémie de *grippe aviaire* plonge donc subitement dans une situation difficile toute la filière avicole traduisant ainsi des pertes d'une source non négligeable de revenu des ménages pauvres notamment les femmes. Immédiatement après l'annonce des premiers cas confirmés de grippe aviaire, les prix de la volaille ont chuté de 70% au Niger. Les pays grand producteurs de volaille (Burkina, Mali, Niger et Sénégal pour les pays du CILSS, Cameroun et Nigeria pour les autres pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre) sont ceux qui risquent d'être le plus affectés par l'épidémie de grippe aviaire.

¹ Initialement prévu au mois de juin 2006, ce forum a été reporté en septembre 2006.

Les acteurs de la filière avicole ont un manque à gagner considérable à cause de la mévente et des abattages préventifs. L'impact socio-économique et le risque de psychose ne sont pas à sous-estimer. La réduction massive et soudaine du cheptel entraîne non seulement une perte de revenus, mais aussi une perte de source d'alimentation. Cette situation pose la question de l'indemnisation des ménages victimes d'abattages massifs.

Les abattages sanitaires ont commencé dans certaines zones notamment dans le département de Magaria (région de Zinder au Niger) qui reste toujours en zone d'interdit. Au Niger, un arrêté du Ministre des Ressources Animales vient de fixer une grille d'indemnisation et un fonds (avec un appui de l'Agence française de développement) de 27 millions de FCFA pour lutter contre l'épizootie. La surveillance se poursuit dans tous les pays.

Selon les analyses fournies par la FAO/SMIAR l'impact direct de la grippe aviaire sur la sécurité alimentaire n'est pas énorme. Les statistiques relevées par le CILSS suite à une enquête rapide menée au Burkina Faso montrent des changements dans la consommation et l'effondrement du marché de la volaille en particulier le poulet. A cet effet, il est impératif de mener une campagne de sensibilisation des populations en particulier les précautions à prendre pour consommer la volaille sans risque de contamination. Cette campagne de sensibilisation est importante d'autant plus que certaines analyses estiment qu'en cas de crise comme la grippe aviaire, il faut en moyenne 2 ans pour que la consommation revienne à la normale.

Le CILSS compte jouer un rôle dans l'analyse de l'impact de cette maladie sur la sécurité alimentaire au Sahel. Compte tenu du rôle de la volaille dans l'économie familiale des ménages, il va s'en dire que la grippe aviaire aura des impacts négatifs certains et qu'il conviendrait d'en mesurer l'ampleur. Une telle étude peut démarrer dans les premiers pays affectés que sont le Burkina Faso et le Niger. Elle peut aussi faire des propositions concrètes pour limiter les effets de la maladie et trouver d'autres activités alternatives visant à sécuriser l'alimentation et les revenus des éleveurs durement touchés par la grippe aviaire.

V. Les zones fragiles sahéniennes et les causes structurelles d'insécurité alimentaire

La zone fragile sahénienne est un des fascicules de l'Atlas Général de l'Intégration régionale (AGIR) en cours de réalisation par le Club du Sahel et l'Afrique de l'Ouest. Cette partie de l'Atlas met un accent particulier sur les aspects spatiaux et environnementaux au Sahel et les conséquences sur la sécurité alimentaire.

Cette partie de l'Atlas présente quelques caractéristiques bio-physiques et socio-économiques ainsi qu'une analyse rétrospective de la zone sahénienne :

Après une brève présentation de cette zone, les points suivants ont été soulevés par les participants :

- Il y a une certaine mutation de l'insécurité alimentaire. Les populations vivant dans les zones écologiquement fragiles ont développées des mécanismes d'adaptation basés sur la diversification des sources de revenus. Les zones écologiquement fragiles ne sont donc pas forcément les zones qui connaissent l'insécurité alimentaire la plus importante.

- Les aspects environnementaux ne sont pas les seules causes d'insécurité alimentaire. Les dimensions de marchés et d'accès ainsi que les aspects sociaux et culturels sont également importantes pour aborder les questions d'insécurité alimentaire.
- Les questions de politiques nationales et régionales sont également essentielles dans la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire. Par exemple, la croissance du marché du foncier risque d'être un facteur particulièrement important dans les stratégies de sécurité alimentaire. Les ménages ayant des facilités d'accès au foncier pourront probablement développer plus facilement des stratégies de sécurité alimentaire.
- La différenciation entre causes structurelles et causes conjoncturelles de l'insécurité alimentaire n'est pas facile et pourrait être inopérante car dans la pratique les deux aspects sont imbriqués les uns dans les autres.
- Prendre en compte les données socio-économiques comme éléments d'évaluation de la vulnérabilité.

VI. Bilan de la mise en œuvre des recommandations sur la sécurité alimentaire (2000 – 2005) au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Plus de 112 recommandations ont été recensées au cours des différentes réunions sur la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest entre 2000 et 2005. Mais plusieurs de ces recommandations émises sur la question de sécurité alimentaire sont identiques. Pour faciliter la lecture et l'opérationnalisation de la mise en œuvre et du suivi de ces recommandations, celles-ci ont été regroupées en 5 thèmes principaux. Les recommandations classées sous chaque thème ont été ensuite traduites en activités lorsque cela était nécessaire.

Les 5 thèmes principaux utilisés pour le regroupement des recommandations sont les suivants :

- 1) Les recommandations à caractère technique (amélioration et harmonisation des outils et méthodes de suivi de la situation alimentaire) ;
- 2) Les recommandations relatives à la mobilisation des ressources financières ;
- 3) Les recommandations concernant les politiques nationales et régionales ;
- 4) Les recommandations relatives à la mobilisation politique et institutionnelle et ;
- 5) Les recommandations relatives à l'information et à la communication.

Cette section présente la synthèse des recommandations regroupées et reformulées. Mais le détail avec la liste complète des 112 recommandations est disponible à l'annexe 1.

6.1 *Recommandations à caractère technique*

Ce thème regroupe principalement les recommandations portant sur l'amélioration et l'harmonisation des méthodes de suivi, d'analyse et d'évaluation de la situation alimentaire. Il s'agit de :

- ✓ La mise en œuvre du cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité et le bilan alimentaire ;

- ✓ La prise en compte des marchés notamment le suivi des prix et l'évaluation des flux des produits agricoles ;
- ✓ La relecture et l'évaluation de la charte de l'aide alimentaire et la charte de la qualité des données statistiques ;
- ✓ La formation et le renforcement des capacités des services nationaux.

6.1.1 mettre en œuvre le cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité

Plusieurs activités ont été recensées parmi les recommandations relatives à la mise en œuvre du cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité. Cette analyse se fonde sur les composantes suivantes : la production agricole (vivrière et de rente), la production animale et les revenus tirés des produits de l'élevage, la pêche, les activités économiques génératrices de revenus dont le salariat agricole et la migration. La mise en œuvre du cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité est centré sur la vulnérabilité conjoncturelle et ne tient pas compte des aspects structurels. Les détails techniques sont disponibles dans un document réalisé en 2004 par le CILSS et ses partenaires : « *Harmonisation des méthodes d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables au Sahel* »

Les outils actuellement utilisés dans la plupart des pays ne permettent pas une identification des zones à risque et groupes vulnérables. Aussi, les indicateurs et les concepts utilisés dans différents pays et les approches méthodologiques des dispositifs régionaux d'information (PAM, FAO, CILSS, FEWS NET, ONG) sont hétérogènes et ne permettait pas de faire une analyse régionale sur l'insécurité alimentaire.

Il est donc important de mettre sur pied un outil consensuel et opérationnel permettant d'avoir une photographie de la vulnérabilité dans la région. Des tests sont en cours dans trois pays : le Burkina Faso, le Niger et le Mali.

- a) Intégrer la structure des prix et les besoins monétaires dans l'analyse des bilans céréaliers

<i>Institution responsable :</i>	CILSS
<i>Partenaires</i>	USAID, PAM, FEWS NET, FAO, MIFRAC, Union Européenne
<i>Etat de mise en œuvre et commentaires</i>	Cette rubrique est prise en compte dans la mise œuvre du cadre harmonisé pour l'analyse de la vulnérabilité.
<i>Financement</i>	Acquis

- b) Intégrer les aspects nutritionnels dans l'analyse de l'insécurité alimentaire

<i>Institution responsable :</i>	CILSS
<i>partenaires :</i>	FEWS NET, PAM, FAO, IRD, MIFRAC, OOAS-CEDEAO, UNICEF, HKI (Helen Keller International)
<i>Etat de mise en œuvre et commentaires</i>	Le CILSS a déjà mis en place une équipe devant effectuer une mission de prospection et développement de la méthodologie permettant d'intégrer la nutrition dans le suivi.

Depuis cette année, FEWS Net / Niger prend déjà en compte les questions nutritionnelles dans l'analyse de l'insécurité alimentaire.

Les membres du réseau ont recommandé de coordonner et de renforcer les synergies entre les différents intervenants (UNICEF, ONG, FEWS NET, ...) sur cette question. Action contre la Faim pourrait apporter sa contribution dans la surveillance des aspects nutritionnels.

Les membres du réseau ont précisé que le but de l'exercice n'est pas de collecter des informations sur la nutrition comme une fin en soit mais de les intégrer dans l'analyse de la situation alimentaire.

Les résultats préliminaires pourront être présentés lors de la prochaine réunion du réseau en décembre 2006.

Financement

Acquis

- c) Harmoniser les taux de perte, d'estimation des semences et les coefficients d'usage à appliquer sur les produits céréaliers

Institution responsable : CILSS

Partenaires USAID

Etat de mise en œuvre et commentaires Non réalisé. Il est prévu une réunion cette année (été 2006) à Dakar afin de faire une relecture des différents poste du bilan céréalier (stocks, perte, coefficient d'usage, importations)

Financement

Acquis

- d) Intégrer la population péri-urbaine et urbaine dans les indicateurs de suivi de la sécurité alimentaire

Institution responsable : CILSS - INSAH

Partenaires FNUAP

Etat de mise en œuvre et commentaires Non réalisé.

Financement A rechercher

- e) Mettre en oeuvre le bilan alimentaire

Institution responsable : CILSS

Partenaires : FEWS NET, PAM, FAO, USAID, MIFRAC, UE, Pays membres du CILSS

Etat de mise en œuvre et commentaires La mise en œuvre n'est pas encore faite faute de moyen financier suffisant. Un seul partenaire a fait une contribution financière mais ces moyens restent insuffisants. Avec les moyens disponibles, le CILSS a réalisé :

(i) un manuel d'estimation des produits horticoles et maraîchers et
(ii) un manuel d'estimation des productions animales. Le manuel d'estimation des productions horticole a été envoyé aux différents pays pour application de la méthode. A la fin de l'année 2006, le bilan alimentaire sera disponible pour 4 pays : Le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Cap Vert. Si d'autres ressources sont disponibles, les 5 autres pays membre du CILSS pourront être couverts en 2007. Pour les pays non membre du CILSS, le travail se poursuivra au Bénin, au Togo et en Cote d'Ivoire.

Les pays membres du CILSS sont chargés de réviser les normes de consommation des produits alimentaires. Le Mali a déjà réactualisé et intégré les normes de consommation (bilan céréalier).

Financement

Acquis : L'organisation d'un atelier régional de validation de la méthodologie et l'élaboration d'un document sur le bilan alimentaire.

Reste à chercher le financement pour :

- L'application de la méthodologie dans 5 pays membre du CILSS (Guinée Bissau, Gambie, Mauritanie, Sénégal, Tchad)
 - Le développement de la méthodologie d'estimation des productions halieutiques
-

f) Elargir le dispositif de veille sur la sécurité alimentaire à tous les pays membres de la CEDEAO

Institution responsable : CEDEAO

Etat de mise en œuvre et commentaires

Le CILSS a engagé un processus d'harmonisation des outils de collecte des données et d'intégration au dispositif régional de veille des 5 pays suivants : Bénin, Togo, Cote d'Ivoire, Guinée et Nigeria. Le FEWS NET prévoit d'ouvrir un bureau de suivi de la situation alimentaire au Nigeria.

La diversité des acteurs relative au suivi et à l'évaluation de la sécurité alimentaire dans la région révèle l'importance d'une coordination des membres du réseau pour harmoniser les interventions.

Dans le cadre de l'élargissement du dispositif de veille sur la sécurité alimentaire à l'espace CEDEAO, il est prévu des missions politiques et techniques pour expliquer l'intérêt et les exigences de cet élargissement.

Reste à :

- Harmoniser les méthodes d'enquête et d'analyse dans l'espace de la CEDEAO. Cette opération exigera beaucoup de moyens humains et financiers. A titre d'illustration, le coût minimum préalable à la prise en compte d'un nouveau pays dans le dispositif de veille couvre les trois éléments :

- (i) les bases et banques de données des pays. Ces informations exigent beaucoup de temps et de moyens financiers. Avec la mise en œuvre du cadre harmonisé, cette étape exige beaucoup de données à la fois méthodologiques et le recensement de données statistiques disponibles.
- (ii) La formation des membres du dispositif. Elle porte à la fois sur les techniques statistiques, les méthodes d'enquête agricole et d'analyse.
- (iii) Enfin, ces techniques et outils exigent la disponibilité d'un équipement de travail minimum.

Financement Financement à rechercher pour l'harmonisation des outils de collecte de données en Guinée.

6.1.2 Prendre en compte les marchés et évaluation des flux

- a) Prendre en compte les échanges transfrontaliers dans l'analyse de la situation alimentaire

Institution responsable : CSAO
partenaires : CILSS, FEWS NET, PAM, OCHA, MIFRAC
Etat de mise en œuvre et commentaires Le CSAO a déjà réalisé des études portant sur les échanges transfrontaliers entre le Mali, le Burkina Faso et la Cote d'Ivoire (zone Sikasso - Korhogo - Bobo Dioulasso. Le CILSS en a mené d'autres dans des sous espaces bien définis. Par ailleurs FEWS NET, le PAM, le CILSS et le CSAO sont en train de mener d'autres expériences pilotes pour évaluer les échanges de céréales et de bétail entre le Niger et le Nigeria dans la zone Maradi – Katsina - Kano. Le projet DIAPER a également réalisé des études au niveau des échanges transfrontaliers entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali.

Financement Acquis

- b) Organiser des rencontres entre opérateurs économiques en vue de valoriser les opportunités d'échanges dans l'espace CEDEAO

Institution responsable : IFDC / MISTOWA - CILSS
Partenaires USAID, RESIMAO, ROESAO
Etat de mise en œuvre et commentaires Depuis 2005, le projet MISTOWA et le CILSS organisent conjointement deux réunions par an (en mars et septembre) dans le but de créer et favoriser les opportunités d'échanges entre les opérateurs privés aux niveaux national et régional. Ces rencontres regroupent environ 150 délégués venant des pays membres de la CEDEAO. Une journée est réservée au Système d'information sur les marchés et une autre journée est consacrée aux opportunités d'affaires entre opérateurs économiques, acheteurs et vendeurs.

Les participants à la réunion du RPCA ont réitéré l'intérêt de prendre en compte les dynamiques des marchés au niveau local, national et régional dans le suivi de la situation alimentaire. Il a été proposé d'encourager les producteurs à coopérer entre eux afin de réaliser des transactions en période de crise. Cette démarche est particulièrement prise en compte par l'ONG Afrique verte.

Financement Acquis

6.1.3 *Evaluer la charte de l'aide alimentaire et valoriser la charte de qualité des données statistiques.*

- a) Reprendre les évaluations de l'application des principes de la charte de l'aide alimentaire conjointement par le CILSS et le CSAO

Institutions responsables : CILSS – CSAO

Partenaires Union européenne

Etat de mise en œuvre et commentaires Jusqu'en 2001, le CILSS et le CSAO réalisaient conjointement l'évaluation de la charte de l'aide alimentaire. Les besoins de financement portaient essentiellement sur les missions d'évaluation dans quelques pays (souvent 3 ou 4 pays), souvent les plus touchés par une crise alimentaire. Ces missions étaient réalisées par une équipe mixte composée des experts des pays du Nord et de ceux des pays ouest-africains. Ces missions n'étaient pas très coûteuses et les résultats très informatifs. Une restitution des résultats de ces études était faite au niveau du ministère en charge de la sécurité alimentaire.

L'évaluation sera faite par une équipe désignée par le CILSS et une autre par le CSAO.

Financement Une partie du financement sera nécessaire pour réaliser les missions de terrain.

- b) Réaliser une relecture de la charte de l'aide alimentaire

Institutions responsables : CILSS – CSAO

Etat de mise en œuvre et commentaires Cette activité découle d'une recommandation concernant la finalisation de la relecture de la charte de l'aide alimentaire. Une note technique est disponible. **Reste à définir les perspectives et la valorisation des résultats de ce travail.**

Le débat a également porté sur la charte de l'aide alimentaire versus charte de sécurité alimentaire. L'accent a été mis sur la nécessité de **réaliser une mise à jour de la charte de l'aide alimentaire sans nécessairement aller vers une charte de sécurité alimentaire** plus ambitieuse et plus difficile à évaluer et à faire respecter.

Le texte révisé de la charte devrait être **distribué aux membres du réseau avant la réunion de décembre** afin de faire des observations facilitant son adoption lors de la réunion.

Il a été également proposé de **faire mention de la charte de la qualité des données statistiques dans la nouvelle version de la charte de l'aide alimentaire.**

Financement

- c) Intégrer la charte de la qualité des données statistiques à la charte de l'aide alimentaire

Institution responsable : CILSS

Etat de mise en œuvre et commentaires Le document portant sur la charte de la qualité des données statistiques est déjà disponible. Il est déjà envoyé dans différents pays pour application.

Reste à décider comment mieux valoriser ce document. A défaut de l'intégrer dans la charte de l'aide alimentaire, il est proposé d'en faire mention dans la version mise à jour de la charte de l'aide alimentaire. Il a été également proposé d'organiser un atelier régional de validation de la charte de la qualité des données statistiques.

Financement Acquis

6.1.4 Renforcer les capacités des services nationaux d'enquête et d'alerte précoce

Institution responsable : CILSS

Partenaires USAID, MIFRAC, ACDI, UE.

Etat de mise en œuvre et commentaires Sur financement USAID, le CILSS envisage en 2006 de réaliser une formation sur les méthodes d'enquête et d'analyse de données dans quatre pays : **le Togo, le Bénin, la Côte d'Ivoire et la Guinée Bissau.**

En 2006, le projet « suivi de la vulnérabilité au Sahel » prévoit également la formation **d'au moins 5 pays sur les outils de suivi de la campagne agricole** (appelés calendrier de prévision des crises alimentaires). Ces outils permettent de mieux caractériser les campagnes agricoles et identifier les zones à risque en fonctions des estimations de la production.

Depuis près de 5 ans, FEWS NET continue d'assurer la formation **sur l'utilisation des images satellitaires** et l'utilisation des outils d'analyse sur les prix dans les 5 pays sahéliens où il intervient.

Le réseau réaffirme que **la formation devrait rester une tâche permanente étant donné que le personnel formé change souvent de services (une forte mobilité du personnel des services nationaux à la recherche de nouvelles opportunités d'emplois) et la formation des nouveaux est indispensable.** Depuis l'internalisation des instruments de diagnostic (DIAPER) les services nationaux ont été affaiblis.

Pour réaliser cet objectif, il a été recommandé **d'agir dans un cadre coordonné et harmonisé** car actuellement chaque acteur agit en fonction de ses besoins et les formations sont réalisées dans un mode dispersé. Il serait souhaitable d'identifier les besoins et **harmoniser les interventions sur la base d'un programme régional** et non d'un projet de l'un ou l'autre partenaire.

Les besoins de renforcement des capacités concernent :

- le matériel et l'équipement de collecte de données ;
- la formation (analyse statistiques, cartographie, techniques de rédaction) ;
- la surveillance nutritionnelle.

Tous les pays ont exprimé des besoins dans ce domaine. Les pays qui ont le plus de difficultés sont la Gambie, la Guinée Bissau et le Tchad.

Financement acquis

Cette activité requiert beaucoup de moyens financiers qui ne sont pas encore disponibles. Depuis 1999, un seul partenaire contribue à cette activité.

6.2 Mobilisation des ressources financières

Financer les enquêtes agricoles nationales

- a) Inscrire dans les budgets nationaux le financement des enquêtes agricoles nationales permanentes.

Institution responsable : Les pays membres du CILSS

Etat de mise en œuvre et commentaires Parmi les 9 pays membre du CILSS, 7 pays inscrivent régulièrement les frais de suivi de la campagne agricole dans leurs budgets nationaux. La Guinée Bissau ne le fait pas encore et le CILSS a déjà le budget pour l'accompagner en cette année 2006. Le Tchad a relancé en 2005 l'enquête agricole.

Cette activité a des implications importante sur la qualité des données statistiques et la fiabilité de l'information. Si elle n'est pas bien réalisée, il deviendra difficile de maintenir la crédibilité du système d'alerte précoce.

Pour être réaliste, il a été également proposé au CILSS de conduire une mission technique et politique pour définir un budget minimum abordable pour tous les pays à titre de contribution aux enquêtes agricoles.

Financement Certains pays manquent de matériels nécessaires pour fonctionner. Les budgets nationaux alloués aux enquêtes agricoles sont difficilement mobilisables ou débloqués tardivement après que la période d'évaluation des productions a été dépassée.

- b) Aux partenaires du CILSS d'apporter leur contribution financière à la collecte des données socio-économiques.
-

Institution responsable : CILSS

Partenaires :

Etat de mise en œuvre et commentaires A réaliser. La fin du projet DIAPER prévoit l'internalisation des enquêtes agricoles, mais celles-ci ne prennent pas en compte les données socio-économiques (revenus, prix, nutrition, stratégie de survie, ...). La collecte de données socio-économiques nécessite des ressources financières supplémentaires.

Le manque de ressources financières pour la collecte de données socio-économique affecte la qualité des données relatives à l'évaluation de la situation alimentaires, l'identification des zones à risque et des populations vulnérables. Le manque de données socio-économiques pourrait avoir des conséquences sur la fiabilité de l'analyse de la situation alimentaire et la prise de décisions d'action sur la situation alimentaire.

Financement A rechercher

- c) Encourager les Etats à financer les enquêtes d'estimation des stocks commerciaux et paysans.
-

Institution responsable : CILSS

Etat de mise en œuvre et commentaires Non réalisé.
Prévoir l'organisation de missions de sensibilisation auprès des pays

Financement A rechercher

6.3 Politiques nationale et régionale de développement pour une sécurité alimentaire durable

L'essentiel des recommandations reprises dans cette section concerne les programmes et politiques de développement à moyen et long terme ainsi que les programmes de lutte contre la pauvreté. La mise en œuvre de cette recommandation revient ainsi à mettre en œuvre le cadre stratégique de sécurité alimentaire dans une perspective de lutte contre la pauvreté au Sahel. L'Etat de mise en œuvre et les institutions responsables ne peuvent pas être clairement identifiés dans ce document.

Tous les pays ont élaboré des stratégies opérationnelles de sécurité alimentaire mais il reste à les mettre en œuvre.

6.3.1. Définir les priorités d'investissement pour renforcer les capacités de réponses des populations face aux crises alimentaires.

Institution responsable : CILSS

Partenaires : USAID, UE, Italie, MIFRAC
En cours de réalisation.

Etat de mise en œuvre et commentaires

La mise en œuvre de cette recommandation revient à mettre en œuvre le cadre stratégique de sécurité alimentaire dans une perspective de lutte contre la pauvreté au Sahel (programme marché, gestion des ressources naturelles, lutte contre la pauvreté, programme énergie solaire et accès à l'eau potable, programme régional des énergies domestiques).

Aussi, le document de cadre stratégique de lutte contre la pauvreté réalisé récemment par la Banque Mondiale et l'UEMOA mérite une attention particulière.

Financement Acquis

6.3.2 Mettre sur pieds des politiques de régulation, de commercialisation et de gestion des stocks.

- a) Redéfinir le niveau de stocks nationaux de sécurité acceptable par tous les acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire.

Institution responsable : CILSS

Partenaires : Pays membres du CILSS

Etat de mise en œuvre et commentaires Non réalisé

Financement A réaliser par les pays

- b) Mettre à disposition des populations rurales des crédits de trésorerie pour stabiliser les prix en période de récolte

Institution responsable : Pays

Partenaires :

Etat de mise en œuvre et commentaires La mise en œuvre est variable selon les pays

Financement

- c) Définir la reconstitution des stocks de sécurité et la création d'un réseau d'agences de gestion des stocks nationaux

Institutions responsables : CILSS – CSAO

Etat de mise en œuvre et commentaires L'Institut du Sahel (CILSS) mène actuellement une étude sur le comportement en matière de stockage des différents acteurs : paysans, opérateurs privés et agents publics. Cette étude pourra servir de base de réflexion pour l'analyse de la reconstitution des stocks de sécurité. Elle pourra être présentée lors de la réunion de décembre 2006.

Les membres du réseau ont également échangé sur la possibilité de créer un stock régional de sécurité alimentaire. **Le réseau pourrait contribuer à la conceptualisation du Dialogue Etats – donateurs.** Les stocks nationaux sont en effet co-gérés par un comité paritaire gestionnaire – partenaire au développement. La conséquence est que les gestionnaires n'ont pas de marge de manœuvre, ni de pouvoir de décision concernant la mobilisation des stocks afin d'assurer la mutualisation des ressources au niveau régional. **Le réseau pourrait explorer la possibilité d'un accord régional multi-donateurs et multi-pays permettant de mobiliser rapidement les stocks en faveur des pays en crise.**

Financement acquis

- d) Mettre sur pied un mécanisme favorisant le stockage villageois et encourager les commerçants.

Institution responsable : CILSS

Etat de mise en œuvre et commentaires Non réalisé.
La question est de savoir comment promouvoir le stockage villageois et quel rôle devraient jouer les stocks commerçants dans la régulation et la gestion des crises alimentaires.

Financement acquis / Recherché

6.4 Mobilisation politique et institutionnelle

6.4.1 Convoquer un conseil des ministres extraordinaire en cas de crise grave

Institution responsable : CILSS

Etat de mise en œuvre et commentaires Les conseil des ministres extraordinaires sont pris en charge par le Secrétariat du CILSS et coûtent très chers. Il n'est pas certain que le CILSS trouve les moyens financiers nécessaire à l'organisation de ces rencontres.

Il a été suggéré d'améliorer la communication en diffusant lors des sessions ordinaires des conseils de ministres qui se tiennent en janvier de chaque année, les conclusions de la réunion du RPCA.

Il a été proposé d'inviter, lorsque nécessaire, les ministres des pays en situation de crise à participer à la réunion du RPCA.

Financement

6.4.2 Organiser une mission de sensibilisation sur l'application des textes réglementaires de l'UEMOA et de la CEDEAO.

Institution responsable : CEDEAO

Partenaires : UEMOA, CILSS

Etat de mise en œuvre et commentaires Cette recommandation a été faite avec la crise alimentaire de 2005. Le but des missions de sensibilisation est de définir les actions à entreprendre par le CILSS ou le réseau pour agir en cas de crise. Ces actions visent à faire en sorte qu'il n'y ait pas d'entrave à la circulation des produits agricoles en cas de crise comme cela a été observé en 2005.

Le rôle du réseau pourrait être entre autre réaliser les deux actions suivantes :

- (i) assurer **la veille et informer l'opinion publique au cas où il y aurait entrave au fonctionnement du marché régional et entrave à la libre circulation des biens dans la région**. Les organisations régionales comme l'UEMOA ou la CEDEAO ont peu de marge de manœuvre dans la mesure où les instructions à l'origine du dysfonctionnement du marché sont toujours informelles et il est difficile de saisir les gouvernements en question.
- (ii) organiser une table ronde des ministres des pays particulièrement concernés par la crise ou le dysfonctionnement du marché afin de convenir d'une solution négociée, fondée sur les textes et les principes édictés par les organisations régionales.

Financement

A rechercher

6.4.3 *Organiser des missions politiques de sensibilisation auprès des Etats pour qu'ils fournissent les informations en temps opportun*

<i>Institution responsable :</i>	CILSS
<i>Partenaires</i>	Un ou deux membres du Comité des partenaires du CILSS
<i>Etat de mise en œuvre et commentaires</i>	<p>Non encore réalisé.</p> <p>Lors de la réunion de mars 2006, seul trois pays sur neuf disposaient de données définitives sur la campagne agricole 2005/2006. Les ministères concernés devraient faire beaucoup d'efforts pour livrer à temps les chiffres officiels d'estimation de la production.</p> <p>Il est fortement recommandé aux pays qui ne le font pas encore de faire des efforts pour respecter le calendrier des réunions annuelles du dispositif régional de veille et de suivi de la sécurité alimentaire en fournissant les données en temps opportun. Le non respect du calendrier accentue les crises et décrédibilise les analyses et les informations portant sur la sécurité alimentaire.</p>
<i>Financement</i>	Le CILSS et ses partenaires financent ces missions.

6.4.4 *Assurer la veille des décisions des Etats pouvant avoir des impacts sur les marchés*

<i>Institution responsable :</i>	CEDEAO
<i>Partenaires</i>	UEMOA, CILSS
<i>Etat de mise en œuvre et commentaires</i>	<p>Cette activité est proche de l'activité portant sur le respect des textes réglementaires des organisations régionales (UEMOA, CEDEAO)</p> <p>Le réseau pourrait informer l'opinion publique des décisions des Etats pouvant avoir un impact négatif sur le fonctionnement des marchés et la disponibilité des produits alimentaires.</p>
<i>Financement</i>	A la charge des institutions responsables

6.5 Recommandations relatives à l'information et à la communication

6.5.1 *Créer un site Web dédié au réseau de prévention des crises alimentaires*

<i>Institution responsable :</i>	CILSS - CSAO
<i>Etat de mise en œuvre et commentaires</i>	Le site Internet est un outil puissant de diffusion de l'information et de communication. Une fois créé, il est également important d'assurer sa gestion (mise à jour, ...) et son alimentation régulière.
<i>Financement</i>	A mobiliser

6.5.2 Organiser rapidement des conférences de presse en cas de crise

Institution responsable : CILSS

Etat de mise en œuvre et commentaires En situation de crise, le système actuel et la stratégie de communication du CILSS devrait tout faire pour livrer l'information avant que les spéculations ne commencent. Une des options est d'organiser des conférences de presse permettant de faire le point sur la situation alimentaire. Elles permettraient aux médias d'avoir une information plus fiable partagée par l'ensemble des acteurs.

Le moment de diffusion de l'information à temps revêt une importance particulière et les institutions sont bousculées par les multiples sources d'information. Le réseau devrait servir de référence à une information fiable et pourrait mettre à la disposition de la communauté internationale des données fiables avant que la spéculation médiatique n'entre en jeu, comme cela fut le cas en 2005.

Financement Fonctionnement interne au CILSS

6.5.3 Mettre à contribution la presse internationale pour une meilleure information et gestion des crises alimentaires

Institution responsable : CILSS – CSAO

Etat de mise en œuvre et commentaires Non réalisé.
Associer de manière permanente quelques représentants de la presse internationale dans les rencontres du réseau pour une meilleure diffusion de l'information.

Financement Fonctionnement interne au CILSS et au CSAO

6.5.4 Vulgariser les documents de politiques stratégiques du CILSS, UEMOA et CEDEAO

Institution responsable : CILSS, UEMOA, CEDEAO

Etat de mise en œuvre et commentaires A réaliser de manière continue.

Financement À la charge de chaque institution

6.5.5 *Envoyer aux ministres concernés le compte rendu des réunions techniques sur la situation alimentaire*

<i>Institution responsable</i>	CILSS
<i>Etat de mise en œuvre et commentaires</i>	Non réalisé. Les délégués des pays qui participent aux différentes réunions. Des dispositifs devraient également être mis en place afin de restituer les conclusions de ces instances dans leurs pays respectifs.

Financement

6.5.6 *Organiser une réunion spéciale du réseau de prévention des crises alimentaires en période de crise*

<i>Institution responsable :</i>	CILSS - CSAO
<i>Etat de mise en œuvre et commentaires</i>	Cette activité est prise en compte dans le plan d'opération 2006 du CILSS
<i>Financement</i>	Acquis 2006 mais à mobiliser pour les années à venir

6.5.7 *Relancer le système de veille sur les acridiens*

<i>Institution responsable :</i>	CILSS
<i>Institutions partenaires :</i>	AO, CEDEAO, CSAO
<i>Etat de mise en œuvre et commentaires</i>	Non réalisé. La réalisation de cette activité suppose la mise en place d'un mécanisme régional de suivi et d'intervention en cas de crise. Le centre AGHRYMET assure déjà une veille et fournit des informations à travers un bulletin mensuel.
<i>Financement</i>	Complément à rechercher pour la prise en compte des autres pays non membres.

VII. Lieu et sujets à inscrire à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Réseau, décembre 2006

En plus des sujets qui sont régulièrement inscrit à l'ordre du jour de la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires (comme la situation agricole et alimentaire incluant les zones à risque, les populations vulnérables et les actions entreprises ou programmées) les thèmes spécifiques suivants sont également proposés de figurer à l'ordre du jour :

1. Suivi de la mise en œuvre des recommandations sur la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest (CILSS/SE - CSAO).
2. Situation agricole, alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest (CILSS/SE, FAO, PAM, FEWS NET) et le bilan d'aide alimentaire (PAM / Interfais).
3. Présentation du Cadre harmonisé et la mise en œuvre du bilan alimentaire (Comité technique chargé de la mise en œuvre²).
4. Foncier, réformes agraires et insécurité alimentaire (FAO / SDR).
5. Prise en compte des aspects nutritionnels dans le suivi de la sécurité alimentaire (CILSS/SE).
6. Bilan des activités de suivi des marchés et des flux transfrontaliers (CILSS CSAO, FEWS NET, PAM, OCHA, PNUD).
7. Evaluation de l'application de la Charte de l'aide alimentaire (CILSS - CSAO).
8. Application de la charte de qualité des données statistiques : étude de cas au Burkina Faso (CILSS/SE).
9. Faire le point de la coordination et des concertations entre les OIG (JEMOA, CILSS, CEDEAO) et le Réseau sur les questions de sécurité alimentaire.
10. Présentation de l'étude l'INSAH (CILSS) sur le comportement des différents acteurs en matière de stockage.

La rencontre a été également l'occasion d'échanger sur **le lieu de la prochaine réunion du réseau** prévue en décembre 2006. Plusieurs pays ont été proposés dont le Canada, la France, l'Italie (PAM et FAO). La ville de **Ouagadougou (Burkina Faso) a été provisoirement retenue** pour abriter la prochaine rencontre annuelle du réseau en 2006.

Il a également été proposé de réfléchir sur le lieu de la prochaine réunion du réseau en 2007. FEWS NET a émis l'éventualité de l'abriter à Washington si les moyens financiers le permettent.

VIII. Conclusion

La réunion a marqué un tournant méthodologique important. En effet la réunion a été l'occasion de faire le point sur le suivi de la mise en œuvre des recommandations sur la sécurité alimentaire de 2000 à 2006. Le CILSS et le CSAO continueront à travailler en étroite collaboration pour s'assurer que les recommandations émises ne restent pas lettre morte. A ce titre, chaque membre du réseau est invité à prendre la responsabilité de la réalisation de quelques activités découlant des recommandations du réseau.

² CILSS, FEWS NET, PAM, FAO, MIFRAC, USAID, UE, ACIDI, Coopération italienne, CARE, IBIMET.

Le problème des ressources du dispositif régional de veille et le rôle de sensibilisation du CILSS et du CSAO sur le « comment-faire » pour résoudre le problème de la malnutrition ont été soulignés. Les actions à court terme (distribution de l'aide alimentaire, food for work, ...) ne sont plus suffisantes. Il faut développer des réponses appropriées pour combattre la malnutrition, permettre l'accès aux aliments et leur utilisation. Aussi, l'amélioration de la communication et de l'information demeure une nécessité pour les dispositifs nationaux et régionaux.

Concernant la grippe aviaire, les participants à la réunion ont recommandé de continuer à assurer la veille et d'étudier son impact sur la sécurité alimentaire, notamment la mévente de la volaille et de la baisse des prix sur les revenus des ménages. Aussi, l'importance de la relance de la consommation de la volaille mérite d'être soulignée. Il s'agit notamment de connaître plus spécifiquement l'importance de la volaille dans la consommation et d'établir les conséquences sur les revenus et la sécurité alimentaire des différents types de ménages.

La nécessité de travailler en étroite collaboration avec l'UEMOA et la CEDEAO a été soulignée par les participants à la rencontre. A ce titre il a été recommandé de lier les études régulières du réseau avec les politiques régionales ou nationales.

Enfin, les débats ont également porté sur l'élargissement des membres du réseau. A ce sujet, la question qui mérite d'être prise en compte est de savoir comment maintenir et mieux impliquer les opérateurs économiques, les agences humanitaires, les ONG ainsi que les nouveaux Etats donateurs importants et réguliers (comme le Japon et les pays arabes) dans les débats du réseau tout en maintenant le caractère informel et le cadre restreint favorable aux discussions franches.

Annexe 1. Tableau récapitulatif des recommandations de 2000 à 2005

1.1 Recommandations en rapport avec le réseau de prévention des crises alimentaires.

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
1. Recommandations à caractère techniques :						
Renforcement et amélioration des outils de suivi de la sécurité alimentaire.						
1.1. Mise en œuvre du cadre harmonisé						
1.1.1 Mettre l'accent sur la vulnérabilité de certains pays/régions/ménages	La vulnérabilité des pays les plus exposés est mise en relief	Fait partie du Cadre harmonisé	CILSS et ses partenaires	R	A	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
1.1.2 Prendre en compte l'élevage et la pêche dans les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire	Les données pastorales et halieutiques sont intégrées dans les analyses sur la situation alimentaire			M	R	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
1.1.3 Moderniser le bilan céréalier en prenant en compte les besoins monétaires des populations	Les besoins monétaires des populations sont pris en compte dans les analyses de sécurité alimentaire	Fait partie Le principal partenaire financier est Les tests sont en cours pour l'analyse de la vulnérabilité.	CILSS, FEWS NET, PAM et FAO	M	R	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
1.1.4 Diversifier les indicateurs en intégrant les aspects nutritionnels , les flux des produits et les prix	Les aspects nutritionnels et les flux des produits sont pris en compte dans l'analyse de la sécurité alimentaire			M	R	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
1.1.5 Poursuivre la dynamique qui porte sur l'harmonisation des méthodes <i>d'identification des zones et groupes vulnérables</i>	Les méthodes d'analyse de la vulnérabilité sont harmonisées			E	A	Rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire au Sahel pendant la campagne agricole 2002/2003, Dakar, du 10 au 12 mars 2003
1.1.6 Mener une analyse visant à mieux comprendre les contraintes de <i>vulnérabilité</i> à l'insécurité alimentaire tant pour les populations rurales qu'urbaines	Les contraintes de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire pour les populations urbaines et rurales sont connues			M	A	Forum sur les défis de la sécurité alimentaire à moyen et long terme, Paris/OCDE 18 octobre 2005
1.1.7 Prendre en compte les <i>aspects nutritionnels</i> dans le dispositif de suivi de la sécurité alimentaire du CILSS.	Le dispositif de veille régionale est ouvert à la société civile et aux acteurs oeuvrant dans ce domaine (ONG, UNICEF, OXFAM, MSF, FISCR 5, le ROPPA, le RECAO, le ROESAO).			M	A	Forum sur les défis de la sécurité alimentaire à moyen et long terme, Paris/OCDE 18 octobre 2005
1.1.8 Prendre en compte la dimension de la <i>nutrition et la structure des prix</i> des produits agricoles dans l'analyse de la sécurité alimentaire.	Les variables nutritionnelles et les prix des produits agricoles sont pris en compte dans l'analyse de la situation alimentaire.			M	R	Réunion régionale sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives alimentaires dans le Sahel, Bamako 13-15 septembre 2005

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
1.1.9 Demander aux pays qui appliquent les anciens <i>taux de conversion de perte</i> , semence et usinage de faire un effort pour les réactualiser	Les postes du bilan céréaliier (stocks, taux d'usinage du riz, pertes et semences) sont révisés dans les pays			M	A	Réunion de concertation technique sur les bilans céréaliiers Ex-post 2001-2002 et prévisionnel 2002-2003 : Ouagadougou 28-31 octobre 2002
1.1.10 Il a été recommandé aux pays d' <i>améliorer la qualité des informations</i> collectées en exploitant au mieux toutes les sources d'information potentielles (DPV, Office du transport, Douane, etc.)	La qualité des informations collectées s'est améliorée			E	A	Réunion de concertation technique sur les bilans céréaliiers Ex-post 2001-2002 et prévisionnel 2002-2003 : Ouagadougou 28-31 octobre 2002
1.1.11 Appuyer l'opérationnalisation du cadre <i>harmonisé d'analyse de la vulnérabilité</i> alimentaire	Le cadre harmonisé est utilisé par les dispositifs nationaux			E	A	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
1.1.12 Développement, <i>harmonisation</i> et transfert d'une méthodologie de suivi et d'analyse de la vulnérabilité au Sahel	Une méthodologie d'analyse de la vulnérabilité est élaborée			E	A	Rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire au Sahel pendant la campagne agricole 2002/2003, Dakar, du 10 au 12 mars 2003

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
1.1.13 Accélérer le processus d'intégration des pays côtiers (<i>Bénin, Côte d'Ivoire, Togo</i>) au dispositif du CILSS, conformément à l'accord de partenariat (USAID, UEMOA, CILSS) et proposer un accord similaire aux autres pays (<i>Ghana, Guinée Conakry et Nigeria</i>)	Les dispositifs des pays côtiers sont intégrés au dispositif CILSS			E	A	Réunion technique de concertation sur les bilans Ex-post et Prévisionnel, Nouakchott 7-10 novembre 2005
1.1.14 Elargir le dispositif de veille sur la sécurité alimentaire à <i>l'espace CEDEAO.</i>	Les autres pays membres de la CEDEAO sont associés dans le dispositif de suivi de la sécurité alimentaire du CILSS.			M	A	Forum sur les défis de la sécurité alimentaire à moyen et long terme, Paris/OCDE 18 octobre 2005
1.1.15 Aux Institutions régionales de mettre à la disposition des États des outils de prévision des récoltes dans le domaine céréalier.	Un outil de prévision des récoltes est disponible			M	R	Rencontre Régionale sur « l'évaluation de la situation agricole et alimentaire au Sahel en 1999/2000 » et sur « les méthodes d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables au Sahel » N'Djamena, République du Tchad, du 06 au 09 mars 2000
1.1.16 Aux institutions régionales de prendre des initiatives pour favoriser la prise en compte par les pays du <i>suivi des populations urbaines et pastorales</i>	La population péri- urbaine et pastorale est prise en compte dans l'analyse de la sécurité alimentaire.			M	R	Rencontre Régionale sur « l'évaluation de la situation agricole et alimentaire au Sahel en 1999/2000 » et sur « les méthodes d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables au Sahel » N'Djamena, République du Tchad, du 06 au 09 mars 2000

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
1.1.17 Etablir et consolider un réseau de coordination, de suivi/surveillance sous-régional pour la sécurité alimentaire et <i>nutritionnelle, et la promotion des moyens de subsistance</i> , en s'appuyant sur les réseaux existants, comprenant les Nations Unies, les ONG, les institutions étatiques et para étatiques, les partenaires techniques et financiers,	Un réseau de coordination, de suivi/surveillance sous-régional pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la promotion des moyens de subsistance est mis en place			M	D	Réunion OCHA, Dakar 15 et 16 novembre 2005
1.1.18 Faciliter l'élaboration et veiller à la mise en oeuvre d'une stratégie qui s'attaque aux causes structurelles et conjoncturelles des <i>crises alimentaires et nutritionnelles</i> dans la sous-région	Les stratégies de sortie de crises sont bien ciblées et appliquées			M	A	Réunion OCHA, Dakar 15 et 16 novembre 2005
1.1.19 Aux institutions régionales d'étudier les possibilités <i>d'harmonisation des méthodologies</i> dans un cadre de concertation regroupant les pays du CILSS et d'autres intervenants	Une seule méthode d'identification des zones et populations vulnérables est utilisée dans les pays			M	R	Rencontre Régionale sur « l'évaluation de la situation agricole et alimentaire au Sahel en 1999/2000 » et sur « les méthodes d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables au Sahel » N'Djamena, République du Tchad, du 06 au 09 mars 2000

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
1.1.20 Développement d'une vision globale de la situation alimentaire notamment par la prise en compte des informations <i>sur les flux céréaliers</i> avec les pays côtiers et souhaite que le SMIAR présente pour les prochaines rencontres les bilans céréaliers de ces pays	L'information régionale est disponible			E	A	Rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire au Sahel pendant la campagne agricole 2002/2003, DAKAR, du 10 au 12 mars 2003
1.1.21 Procéder à la revue des TDR des missions conjointes CILSS/FAO dans les pays de manière que les appuis apportés puissent permettre la production des <i>rapports et bilans consensuels</i> .	Les TDR des missions conjointes CILSS/FAO sont partagés et consensuels			E	A	Réunion technique de concertation sur les bilans Ex-post et Prévisionnel, Nouakchott 7-10 novembre 2005
1.2 Amélioration de la présentation du bilan alimentaire						
1.2.1 Intégrer à partir de 2006-2007 <i>les nouvelles normes de consommation</i> validées par les instances du CILSS	Les normes de consommation sont réactualisées dans les pays			E	A	Réunion technique de concertation sur les bilans Ex-post et Prévisionnel, Nouakchott 7-10 novembre 2005
1.2.2 Mise en œuvre du bilan alimentaire	Le bilan alimentaire est mis en oeuvre			E	A	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
1.2.3 Convoquer une rencontre avec les pays pour examiner les <i>postes du bilan céréalière</i> qui demeurent peu renseignés, notamment : la norme de consommation par pays ; l'estimation des stocks paysans ; les coefficients de perte ; les importations et exportations	Les postes du bilan (norme de consommation, estimation des stocks, importations, etc.) sont mieux renseignés dans les pays			E	A	Réunion technique de concertation sur les bilans Ex-post et Prévisionnel, Nouakchott 7-10 novembre 2005
1.2.4 Mettre en place un groupe de travail élargi qui capitalisera tous les travaux entrepris dans et hors de la région dans le domaine PREGEC pour affiner les termes de référence des actions à conduire dans le cadre du <i>suivi des prix et des flux régionaux</i>	Les travaux entrepris dans et hors de la région dans le domaine du suivi des prix et des flux sont capitalisés			M	R	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
1.2.5 Inviter le CRA à prendre des initiatives pour la reprise des enquêtes flux transfrontaliers et stocks privés au Burkina Faso, au Mali et au Niger et leur extension aux autres pays.	Le suivi des flux transfrontaliers est effectif dans les pays			M	R	Réunion de concertation technique sur les bilans céréalières Ex-post 2001-2002 et prévisionnel 2002-2003 : Ouagadougou 28-31 octobre 2002

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
1.3 Prise en compte des marchés et des flux dans le suivi de la sécurité alimentaire						
1.3.1 Mettre en place un mécanisme de suivi des flux, si possibles greffés sur les dispositifs de suivi des autres informations sur les marchés	Les flux transfrontaliers sont plus ou moins connus dans la sous-région			M	R	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
1.3.2 Un meilleur suivi des flux céréaliers à tous les niveaux : national, intra-sahélien et ouest africain	L'information sur les flux céréaliers dans le sous-espace ouest africain est disponible			E	A	Rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire au Sahel pendant la campagne agricole 2002/2003, Dakar, du 10 au 12 mars 2003
1.3.3 Renforcement du dispositif de suivi des flux transfrontaliers afin de maîtriser les statistiques indispensables à une gestion rationnelle de la situation alimentaire	Le dispositif de suivi des flux transfrontaliers est renforcé			M	A	Rencontre régionale sur le « suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes céréalières de la campagne agricole 2002 / 2003 dans le Sahel » Bamako, Mali, du 18 au 20 septembre 2002
1.3.4 Demander au CRA d'accélérer la mise en œuvre de la méthodologie d'estimation des stocks commerçants et des flux transfrontaliers	Les postes du bilan céréalier (stocks, taux d'usinage du riz, pertes et semences) sont révisés dans les pays			M	A	Réunion de concertation technique sur les bilans céréaliers Ex-post 2001-2002 et prévisionnel 2002-2003 : Ouagadougou 28-31 Octobre 2002

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
1.4 La charte de l'aide alimentaire et des données statistiques						
1.4.1 Réaliser annuellement l'évaluation de la Charte de l'Aide Alimentaire	Les contraintes du dispositif sont connues et les mesures appropriées sont prises			M	R	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
1.4.2 Finaliser l'étude sur la relecture de la Charte de l'Aide alimentaire	Une version actualisée de la charte est disponible			E	A	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
1.4.3 Mise en œuvre de la charte de qualité des données statistiques	Le processus de qualité des données est vérifié			E	A	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
1.5 Renforcement de capacité des services nationaux						
1.5.1 Renforcer les mécanismes au niveau local, national, sous- régional de collecte, d'analyse et d'échange d'information relative à la sécurité alimentaire, à l'état nutritionnel et à ses déterminants dans les pays du Sahel	Les mécanismes au niveau local, national, sous-régional de collecte, d'analyse et d'échange d'information relative à la sécurité alimentaire et à l'état nutritionnel et à ses déterminants dans les pays du Sahel sont renforcés			M	A	Réunion OCHA, Dakar 15 et 16 novembre 2005
1.5.2 Renforcer la mise en œuvre de programmes adaptés ciblant la malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes et allaitantes, reconnaissant le rôle central des femmes et des réseaux d'appui communautaire	La mise en œuvre de programmes adaptés ciblant la malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes et allaitantes est effective			M	A	Réunion OCHA, Dakar 15 et 16 novembre 2005

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
1.5.2 Former le personnel des services nationaux sur la méthodologie d'enquête dans les pays où le besoin se fait sentir	La capacité des dispositifs d'enquête agricoles est renforcée			E	A	Réunion technique de concertation sur les bilans Ex-post et Prévisionnel, Nouakchott, 7-10 novembre 2005
1.5.3 Redoubler les efforts pour organiser les formations continues sur les logiciels de suivi de la campagne agricole et les systèmes de gestion des bases de données, déjà mis en place dans les pays, suite à l'érosion des capacités humaines des services techniques.	Les capacités des dispositifs sont renforcées (suivi de la campagne, gestion de base de données, etc.)			R	A	Réunion régionale sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives alimentaires dans le Sahel, Bamako 13-15 septembre 2005
1.5.4 Renforcer les capacités des systèmes nationaux de prévention des crises alimentaires (formation en analyse, ...)	Les systèmes nationaux de prévention sont mieux outillés pour donner l'alerte.			R	A	Réunion régionale sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives alimentaires dans le Sahel, Bamako 13-15 septembre 2005
1.5.5 Poursuivre l'appui à la mise en place des dispositifs de suivi de la campagne et d'équipement au niveau des trois pays côtiers (Bénin, Côte d'Ivoire, Togo) et l'élargir aux autres pays de la CEDEAO				E	A	Réunion régionale sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives alimentaires dans le Sahel, Bamako 13-15 septembre 2005
1.5.6 Etendre le Réseau aux autres pays d'Afrique de l'Ouest	Tous les pays de la CEDEAO sont membres du Réseau			M	A	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
1.5.7 A l'endroit du CILSS : d'appuyer les dispositifs nationaux dans le suivi des zones à risque alimentaire.	Les capacités des dispositifs nationaux est renforcée (collecte, traitement, analyse et diffusion)			E	A	Rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes de la campagne agricole 2001/2002 dans le Sahel Dakar (Sénégal), du 10 au 12 septembre 2001
1.5.8 Poursuivre l'appui à la Guinée Bissau dans le cadre de la mise en état de ses dispositifs d'enquêtes.	Le dispositif d'enquête de la Guinée Bissau est réhabilité.			M	A	Réunion de concertation technique sur les bilans céréalières Ex-post 2001-2002 et prévisionnel 2002-2003 : Ouagadougou 28-31 octobre 2002
2. Recommandations relatives à la mobilisation des ressources financières :						
2.1 Appui aux dispositifs de veille nationaux et régional (CILSS)						
2.1.1 Une prise en compte dans les budgets nationaux des coûts de l'Enquête Agricole pour les pays qui ne l'ont pas encore fait, en particulier la Guinée Bissau	L'enquête agricole est financée			E	R	Rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire au Sahel pendant la campagne agricole 2002/2003, Dakar, du 10 au 12 mars 2003
2.1.2 Prise en charge effective par les budgets des États du financement des opérations de collecte des données, notamment, l'enquête agricole permanente	L'enquête agricole est financée et les données sont disponibles à temps opportun.			M	D	Rencontre régionale sur le « suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes de la campagne agricole 2003-2004 dans le Sahel, Niamey, du 16 au 18 septembre 2003
2.1.3 Aux pays qui ne l'ont pas encore fait de prendre toutes les dispositions pour internaliser l'enquête agricole	L'enquête agricole est correctement exécutée dans les pays			E	D	Rencontre Régionale sur « l'évaluation de la situation agricole et alimentaire au Sahel en 1999/2000 » et sur « les méthodes d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables au Sahel » N'djamena, République du Tchad, du 6 au 9 mars 2000

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
2.1.5 Aux États - <i>La réunion recommande au Mali et au Niger de prendre des dispositions pour que les montants inscrits au budget pour l'enquête agricole soient mobilisés à temps</i>	L'enquête agricole est financée au Mali et au Niger			R	D	Réunion de concertation technique sur les bilans céréaliers Ex-post 2001-2002 et prévisionnel 2002-2003 : Ouagadougou 28-31 octobre 2002
2.1.6 Inviter la Guinée Bissau, le Burkina Faso et le Tchad à inscrire désormais les frais de réalisation de l'enquête agricole sur le budget national	L'enquête agricole est financée			M	D	Réunion de concertation technique sur les bilans céréaliers Ex-post 2001-2002 et prévisionnel 2002-2003 : Ouagadougou 28-31 octobre 2002
2.1.7 Prendre en charge ou renforcer les systèmes nationaux d'enquêtes agricoles et d'élaboration des bilans céréaliers.	Le renforcement des capacités des systèmes nationaux d'enquêtes est assuré par le CILSS			E	A	Réunion technique de concertation sur les bilans Ex-post et Prévisionnel, Nouakchott 7-10 novembre 2005
2.1.8 Apporter un appui conséquent (technique, financier, logistique) pour la conduite des enquêtes agricoles en Guinée Bissau et en Gambie	La Guinée Bissau et la Gambie mènent correctement les enquêtes agricoles			E	A	Réunion technique de concertation sur les bilans Ex-post et Prévisionnel, Nouakchott 7-10 novembre 2005
2.1.9 Soutenir les efforts des systèmes d'information du CILSS sur les plans techniques et financiers	Les systèmes d'information du CILSS sont plus performants et répondent aux attentes des acteurs/bénéficiaires			M	R	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
2.1.10 Octroi de moyens adéquats aux dispositifs nationaux pour le suivi de la campagne afin de fournir en temps opportun les données	Renforcement des dispositifs nationaux			E	A	Rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire au Sahel pendant la campagne agricole 2002/2003, DAKAR, du 10 au 12 mars 2003
2.1.11 Assurer l'élaboration de plans nationaux de contingence contribuant au plan de contingence inter agences sous-régional pour anticiper les crises alimentaires et nutritionnelles et les moyens à mobiliser dès le début de la période de soudure 2006	Des plans nationaux de contingence sont élaborés			M	A	Réunion OCHA, Dakar 15 et 16 novembre 2005
2.1.12 Encourager les États à financer des études sur la structure des coûts de production	Les budgets de production sont connues et maîtrisés			M	D	Rencontre régionale sur le « suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes céréalières de la campagne agricole 2002 / 2003 dans le Sahel » Bamako, Mali, du 18 au 20 septembre 2002

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
2.1.13 Au CILSS, d'entreprendre une mission conjointe technique et politique dans les pays en vue d'établir un budget minimal supportable par les pays mais garantissant le bon déroulement de la collecte des opérations de collecte pérenne du budget ainsi défini	Les enquêtes agricoles sont financées dans les pays			M	A	Réunion de concertation technique sur les bilans céréaliers Ex-post 2001-2002 et prévisionnel 2002-2003 : Ouagadougou 28-31 octobre 2002
2.1.15 Envisager une mission politique au Mali et au Niger pour la diffusion des chiffres de production conformément au calendrier des réunions annuelles du Dispositif régional de veille de suivi de la sécurité alimentaire, en septembre, en octobre et en mars.	Les chiffres de production des pays sont diffusés à temps et conformément au calendrier des réunions du dispositif régional de veille			M	D	Réunion régionale sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives alimentaires dans le Sahel, Bamako 13-15 septembre 2005
2.1.16 Une mission politique du CILSS en vue de sensibiliser les autorités sur le financement des enquêtes agricoles et le suivi de la situation alimentaire dans les zones à risque	Les enquêtes agricoles sont financées			M	D	Rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire au Sahel pendant la campagne agricole 2002/2003, DAKAR, du 10 au 12 mars 2003

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
3. Recommandations relatives aux politiques et programme de développement						
3.1 Programme et stratégies de développement pour une sécurité alimentaire durable						
3.1.1 Garantir que les acteurs humanitaires et les partenaires au développement contribuent par leurs interventions à appuyer et renforcer les capacités locales des populations à se prendre en charge et à s'auto assister	Les acteurs humanitaires et les partenaires au développement contribuent par leurs interventions activement à la résolution des situations de crises			M	D	Réunion OCHA, Dakar 15 et 16 novembre 2005
3.1.2 Identifier les actions à entreprendre dans les zones à risque et veiller à leur mise en œuvre	Des actions durables sont mises en œuvre dans les zones à risque			E	A	Réunion technique de concertation sur les bilans Ex-post et Prévisionnel, Nouakchott 7-10 novembre 2005
3.1.4 Poursuivre le financement d'un développement pour renforcer les capacités de réponse des populations	Les capacités de réponse des populations sont renforcées			M	R	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
3.1.5 Instaurer une concertation élargie et un dialogue continu avec les différents acteurs financiers sur l'analyse des mécanismes de financement: institutions de Breton Wood, BAD, BOAD, gouvernements, PTF, agences UN, OI, ONG, société civile	Un dialogue continu avec les différents acteurs financiers est instauré			M	D	Réunion OCHA, Dakar 15 et 16 novembre 2005

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
3.1.6 Promouvoir des investissements pour une sécurité alimentaire durable.	Les ressources financières et matériels nécessaires pour une SA durable au Sahel sont mobilisées			M	D	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
3.2 Politiques de commercialisation et stratégie de gestion des flux et des stocks						
3.2.1 Etudier la question de la reconstitution des stocks de sécurité	Les stocks SNS sont reconstitués dans les pays à des niveaux acceptables par toutes parties impliquées			M	R	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
3.2.2 Prendre les dispositions diligentes pour une meilleure gestion des excédents de production (reconstitution des stocks de sécurité, localisation, estimation des quantités des stocks, prix,...).	Des instruments pour la reconstitution des stocks sont mis en place			E	A	Réunion technique de concertation sur les bilans Ex-post et Prévisionnel, Nouakchott 7-10 novembre 2005
3.2.3 Créer un réseau des agences de gestion des stocks nationaux	Les achats locaux et les transferts de produits alimentaires d'un pays à un autre sont facilités.			M	A	Forum sur les défis de la sécurité alimentaire à moyen et long terme, Paris/OCDE 18 octobre 2005
3.2.4 La promotion du stockage villageois des céréales à travers la mise en place des banques de céréales et d'un mécanisme de financement de commercialisation adapté , avec appui – conseil en gestion des stocks	La disponibilité céréalière est accrue en milieu rural			M	D	Rencontre régionale sur le « suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes céréalières de la campagne agricole 2002 / 2003 dans le Sahel » Bamako, Mali, du 18 au 20 septembre 2002

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
3.2.5 La reconstitution du SNS à hauteur des quantités sorties et des programmes spéciaux (PAM,...)	Les SNS sont reconstitués			M	D	Rencontre régionale sur le « suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes céréalières de la campagne agricole 2002 / 2003 dans le Sahel » Bamako, Mali, du 18 au 20 septembre 2002
3.2.6 Encourager les États à financer l'enquête sur les stocks (versement personnel des pays). Le CILSS et les OIG doivent aider à la réflexion méthodologique	Les stocks céréalières sont connus			M	A	Rencontre régionale sur le « suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes céréalières de la campagne agricole 2002 / 2003 dans le Sahel » Bamako, Mali, du 18 au 20 septembre 2002
3.2.7 Du fait essentiellement des commerçants spéculateurs, les organismes étatiques de régulation doivent davantage se positionner sur les marchés comme concurrents, en proposant des prix plus avantageux aux offreurs et constituer ainsi des stocks	les stocks sont reconstitués			M	D	Rencontre régionale sur le « suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes céréalières de la campagne agricole 2002 / 2003 dans le Sahel » Bamako, Mali, du 18 au 20 septembre 2002

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
3.2.8 Face à une éventuelle surproduction céréalière attendue au Sahel, des mesures préventives doivent être trouvées pour limiter la chute des prix à la récolte : crédits de trésorerie aux producteurs, ciblés en particulier au niveau des grands bassins de production leur permettant de retarder les mises en marché et d'améliorer les revenus; lignes de financement ciblées sur les banques de céréales dans les zones déficitaires permettant de reconstituer les stocks villageois dans de bonnes conditions	Les producteurs sont sensibilisés sur l'évolution du marché			M	R	Rencontre régionale sur le « suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes de la campagne agricole 2003-2004 dans le Sahel, Niamey, du 16 au 18 septembre 2003
4. Mobilisation politique						
4.1 Convoquer des Conseils des ministres extraordinaires au sortir de la réunion du Réseau	Les prises de décision sont plus accrues et empreintes de volonté politique ferme			M	D	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
4.2 Respect des réglementations et accords régionaux						
4.2.1 Renforcer l'application des différents accords bilatéraux et multilatéraux liés à la libre circulation des biens (CEDEAO, CILSS)	Les accords bilatéraux et multilatéraux liés à la libre circulation des biens sont fonctionnels			M	D	Réunion OCHA, Dakar 15 et 16 novembre 2005
4.2.2 Prendre des mesures concrètes pour rendre effective la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux dans la sous-région	Des concertations bi-pays sont organisées pour prendre les mesures idoines et correctives			M	D	2eme Conférence régionale 2005 sur la situation agricole et alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, Accra 19-23 septembre 2005
4.2.3 Assurer une veille des décisions des États pouvant avoir des impacts sur les marchés	Les décisions des États relatives au fonctionnement des marchés sont suivies et partagées			M	A	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
4.2.4 Conduire une mission auprès de l'UEMOA et de la CEDEAO visant à réitérer la nécessité de l'application effective des textes en matière de libre circulation des personnes et des produits notamment agricole, et sur la problématique de la sécurité alimentaire dans la sous-région	Les textes de la CEDEAO et/ou de l'UEMOA sont bien appliqués dans la sous-région.			M	D	Réunion régionale sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives alimentaires dans le Sahel, Bamako 13-15 septembre 2005

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
5. Communication et information						
5.1 Communication des informations fiables et consensuelles aux acteurs (décideurs partenaires, presse, société civile, ONG)						
5.1.1 Mettre à temps à la disposition des acteurs (CILSS, partenaires, société civile, organisations de producteurs, etc.) des informations fiables	La bonne information est fournie à temps réel			R	A	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
5.1.2 Bâti un consensus sur les données à diffuser.	Les informations diffusées font l'objet d'un consensus auprès des acteurs			M	A	Forum sur les défis de la sécurité alimentaire à moyen et long terme, Paris/OCDE 18 octobre 2005
5.1.3 Mettre à contribution la presse internationale pour mieux informer les acteurs et les ONG pour une meilleure gestion des crises	La presse internationale et les ONG sont largement impliquées dans la prévention et la gestion des crises alimentaires			M	A	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
5.1.4 Faire le relais avec les médias de manière régulière au fur et à mesure de l'évolution de la situation alimentaire de la sous région.	Les acteurs sont bien informés, à temps et à travers les médias, de la situation alimentaire de la sous région.			E	A	Réunion régionale sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives alimentaires dans le Sahel, Bamako 13-15 septembre 2005
5.1.5 Améliorer les mécanismes de communication des dispositifs nationaux d'information sur la sécurité alimentaires notamment les (SAP).	Les produits des SAP (bulletin, note, avis) sont plus communicatifs et renseignent mieux les acteurs			M	A	Réunion régionale sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives alimentaires dans le Sahel, Bamako 13-15 septembre 2005

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
5.2 Continuer le système de veille sur les invasions acridiennes	Le dispositif de surveillance du criquet pèlerin est opérationnel			R	A	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
5.3 Améliorer et diffuser les documents (rapport, notes, bulletin d'information...)						
5.3.1 Améliorer la présentation (rapport, documents) des pays en faisant recours aux outils développés par le CILSS et ses partenaires	Les documents présentés par les pays sont plus lisibles et disponibles à temps			R	A	Rencontre régionale sur le « suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes de la campagne agricole 2003-2004 dans le Sahel, Niamey, du 16 au 18 septembre 2003
5.3.2 Vulgariser les documents de politiques, stratégies et plans d'action agricoles du CILSS, de l'UEMOA et de la CEDEAO.	Les stratégies et plans d'actions agricoles sont largement diffusés			M	A	2eme Conférence régionale 2005 sur la situation agricole et alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, Accra 19-23 septembre 2005
5.4 Sensibilisation et mobilisation des acteurs						
5.4.2 A l'endroit des États membres, de s'impliquer davantage dans les activités de suivi de la sécurité alimentaire et d'appui aux différents dispositifs mis en place	La situation alimentaire est mieux suivie dans les pays			R	D	Rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes de la campagne agricole 2001/2002 dans le Sahel Dakar (Sénégal), du 10 au 12 septembre 2001

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
5.4.3 Elle invite les représentants des pays à cette réunion de faire un débriefing aux Autorités compétentes et de suivre les correspondances envoyées par le CILSS à cet effet.	Tous les acteurs sont informés de la situation alimentaire dans leur pays			R	D	Réunion de concertation technique sur les bilans céréaliers Ex-post 2001-2002 et prévisionnel 2002-2003 : Ouagadougou 28-31 octobre 2002
5.4.4 Demander au CILSS d'adresser des correspondances aux ministères de l'Agriculture des États membres avec ampliation à la Primature et aux Ministères chargés des finances en leur faisant parvenir le rapport final de cette réunion.	Les budgets réservés aux enquêtes agricoles sont inscrits et mobilisés dans les pays			M	D	Réunion de concertation technique sur les bilans céréaliers Ex-post 2001-2002 et prévisionnel 2002-2003 : Ouagadougou 28-31 octobre 2002
5.4.5 Tenir des rencontres régionales tournantes dans les pays qui ont des problèmes de financement de l'enquête agricole en impliquant les Ministères concernés	Les enquêtes agricoles sont financées dans les pays			M	A	Réunion de concertation technique sur les bilans céréaliers Ex-post 2001-2002 et prévisionnel 2002-2003 : Ouagadougou 28-31 octobre 2002
5.4.6 Améliorer la concertation et la coordination entre les différents acteurs, notamment entre les acteurs de l'urgence et les acteurs du développement	La concertation entre les différents acteurs de l'urgence et du développement s'est accrue			M	D	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
5.4.7 Création d'un site Web dédié au Réseau pour améliorer la communication						
5.5 Organiser une réunion spéciale du Réseau en période de crise	Amélioration de la concertation entre acteurs			M	D	Rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire au Sahel pendant la campagne agricole 2002/2003, Dakar, du 10 au 12 mars 2003

1.2 Recommandations déjà réalisées ou non concordantes avec les objectifs du réseau

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
1 Réaliser une étude approfondie pour mieux comprendre ce qui s'est passé au Niger.	La crise alimentaire à Maradi est élucidée			M	A	Forum sur les défis de la sécurité alimentaire à moyen et long terme, Paris/OCDE 18 octobre 2005
2 Intégrer les pays côtiers dans l'analyse de la situation régionale	La situation alimentaire et les relations commerciales avec les pays côtiers sont prises en compte dans les analyses de la problématique de la sécurité alimentaire au Sahel			M	R	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
3 Co-organiser la réunion du Réseau par le CILSS, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, et la présidence des partenaires du CILSS	La réunion du Réseau est désormais organisée conjointement par le CILSS, le CSAO et les partenaires			M	D	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
4 Prévoir une réunion restreinte (en mars de chaque année) de suivi des propositions issues du réseau (RPCA) de décembre.	Des stratégies d'intervention dans les zones à risque identifiées sont élaborées et leur mise en œuvre facilitée			M	D	Forum sur les défis de la sécurité alimentaire à moyen et long terme, Paris/OCDE 18 octobre 2005
5 Mettre en place un comité de suivi des recommandations du Réseau avec un calendrier et des méthodes de travail pour rendre opérationnelles les recommandations de cette réunion.	Un comité de suivi des recommandations du Réseau est opérationnel			M	D	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
6 Organiser une réunion restreinte du réseau de prévention des crises en mars 2006 à l'OCDE pour faire le point de la mise en œuvre des recommandations de la réunion de décembre 2005	Les engagements face à la situation alimentaire au Sahel sont connus ; les recommandations du Réseau sont mieux suivies			M	D	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
7 Se réinvestir dans la mobilisation des partenaires au développement autour des recommandations de cette réunion	Les partenaires soutiennent le Réseau PREGEC			M	D	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
8 Associer les opérateurs privés dans la prévention et gestion des crises afin de mieux prendre en compte les stratégies des acteurs : politiques nationales, commerçants, paysans	Les opérateurs privés sont membres des cadres institutionnels de suivi de la sécurité alimentaire au niveau régional et national.			M	D	RPCA, Paris 12-13 décembre 2005
9 Concrétiser les intentions de ventes et d'achats et l'établissement d'un bilan critique à présenter à la conférence de mars 2006.	Les ventes et achats de produits alimentaires sont connus dans la sous région			E	A	2eme Conférence régionale 2005 sur la situation agricole et alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, Accra 19-23 septembre 2005

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
10 Relayer les informations du CILSS sur la sécurité alimentaire au niveau des partenaires du Nord.	Les pays membres de l'OCDE et les autres partenaires au développement sont informés en temps voulu et régulièrement sur la situation de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest.			M	A	Forum sur les défis de la sécurité alimentaire à moyen et long terme, Paris/OCDE 18 octobre 2005
11 Organiser des missions conjointes dans les pays pour évaluer la situation alimentaire en année de crise	La situation alimentaire est connue et des stratégies de sorties de crise sont bien définies			R	R	Rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire au Sahel pendant la campagne agricole 2002/2003, DAKAR, du 10 au 12 mars 2003
12 sur les évaluations préliminaires de la production céréalière : - Aux services nationaux de prendre les dispositions adéquates pour fournir des pré-estimations des productions céréalières au vu du profil de la campagne agricoles 2000/2001 pour la réunion à mi-parcours de la campagne de septembre 2000	Les prévisions de récoltes sont disponibles			E	A	Rencontre Régionale sur « l'évaluation de la situation agricole et alimentaire au Sahel en 1999/2000 » et sur « les méthodes d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables au Sahel » N'Djamena, République du TCHAD, du 06 au 09 Mars 2000
13 La réalisation d'une enquête d'identification des zones et populations vulnérables et de l'évaluation de leur besoin au Sénégal.	Les ZAR sont identifiées			R	R	Rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire au Sahel pendant la campagne agricole 2002/2003, Dakar, du 10 au 12 mars 2003

1.3 Recommandations non concordantes aux objectifs du réseau de prévention des crises alimentaires.

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
1 Mettre en place un dispositif financier au niveau régional.	Un dispositif financier au niveau régional est mis en place			M	D	Forum sur les défis de la sécurité alimentaire à moyen et long terme, Paris/OCDE 18 octobre 2005
2 Appliquer effectivement l'engagement (dans le cadre du NEPAD) des Chefs d'États de l'Union Africaine pris à Maputo au Mozambique en juillet 2003 et réaffirmée à Abuja au Nigeria par les Chefs d'États de la CEDEAO en janvier 2004, d'affecter au moins 10% du budget national au financement de l'agriculture	Au moins 10% du budget national sont consacrés au financement de l'agriculture			M	D	2eme Conférence régionale 2005 sur la situation agricole et alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, Accra 19-23 septembre 2005
3 Constituer un fonds de solidarité pour le développement des cultures vivrières en prélevant un pourcentage sur les ventes des cultures destinées à l'exportation	Un fonds de solidarité pour le développement est créé			M	D	2eme Conférence régionale 2005 sur la situation agricole et alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, Accra 19-23 septembre 2005

Recommandations	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre A discuter / Compléter	Institutions / Personnes responsables à discuter	Dispositifs En cours (E) A renforcer (R) A mettre place (M)	Types de services requis : Décision (D) Recherche (R) Action (A)	Recommandations faite à l'occasion de
4. Rechercher les voies et moyens pour traduire en actions concrètes, les programmes, plans d'actions et projets existants ou en cours d'élaboration pour mieux contribuer à la réduction de la pauvreté et à la réalisation de la sécurité alimentaire	Des programmes, plans d'actions et projets sont mis en œuvre et suivis par les acteurs			M	A	2eme Conférence régionale 2005 sur la situation agricole et alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, Accra 19-23 septembre 2005
5. L'intensification des cultures de contre-saison : blé, orge, maïs, produits maraîchers en s'assurant que les contraintes en matière d'approvisionnement en intrants agricoles sont résolus	La productivité agricole est améliorée.			M	D	Rencontre régionale sur le « suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes céréalières de la campagne agricole 2002 / 2003 dans le Sahel » Bamako, mali, du 18 au 20 septembre 2002
6. La promotion des AGR (Actions Génératrices de Revenu : aviculture, embouche, pêche, apiculture...)	Les stratégies d'atténuation des crises sont diversifiées et durables			M	D	Rencontre régionale sur le « suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes céréalières de la campagne agricole 2002 / 2003 dans le Sahel » Bamako, Mali, du 18 au 20 septembre 2002
7. Une mobilisation rapide et conséquente des ressources nécessaires à la couverture des besoins d'aide d'urgence des pays sahéliens en particulier la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie et le Cap-Vert	L'aide d'urgence est mobilisée			M	R	Rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire au Sahel pendant la campagne agricole 2002/2003, DAKAR, du 10 au 12 mars 2003

